



**Question orale de la Députée Katrin JADIN  
à Madame Sophie Wilmes, Ministre des Affaires étrangères,  
concernant l'arrestation de M. Nawalny et les manifestations qui ont suivi  
- Bruxelles, le 26 janvier 2021 -**

Madame la Ministre,

L'opposant au régime Alexej Nawalny, dès son retour en Russie, fut arrêté et incarcéré en prison pour non-respect des conditions de sa liberté conditionnelle. Cette incarcération a lancé un important mouvement de protestation dans la société civile, lancé par l'opposant russe. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues de plus de 100 villes ce samedi pour réclamer sa libération. La police présente pour encadrer cette manifestation a violemment réagi. Une femme se trouve au soins intensifs et, selon des organisations de défense des droits civils, il y a eu plus de 3500 arrestations.

Pendant que le Kremlin minimise le nombre de protestants et que la Justice met en place un salle d'audience improvisée au sein d'un poste de police, la communauté internationale met la pression sur le Kremlin pour libérer Alexej Nawalny et « tous ceux qui ont exercé leurs droits universel ».

Madame la Ministre, mes questions sont les suivantes :

- Notre pays a-t-il pu prendre position par rapport au fait développer supra ?
- Et au niveau européen, y a-t-il eu une concertation pour une position commune?
- Dans l'affirmative, qu'est-ce qui a été convenu ?

Je vous remercie, Madame la Ministre, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

**Katrin JADIN**

## **Réponse de la ministre :**

Chers collègues, vos nombreuses questions témoignent de la vive inquiétude vis-à-vis de la réduction de l'espace civil en Russie et de la situation de M. Navalny, inquiétude que je partage pleinement.

De voorbije maanden hebben we de ontwikkelingen ter plaatse met argusogen gevolgd. Die werden zowel bilateraal als op niveau van de Europese Unie in de multilaterale fora veroordeeld. De arrestatie van de heer Navalny toen hij op 17 januari jongstleden in Moskou uit een vliegtuig stapte, heeft onze vrees bevestigd. De EU heeft namens de 27 lidstaten een verklaring gepubliceerd waarin de arrestatie wordt veroordeeld en de vrijlating van de heer Navalny wordt geëist. Bij zijn veroordeling op 3 februari werd er een andere verklaring van de EU 27 gepubliceerd. De Europese Unie, de Verenigde Staten, Zwitserland, het Verenigd Koninkrijk en Canada hebben het geweld van de repressie in de permanente raad van de OVSE aan de kaak gesteld. De verbintenissen van de OVSE inzake de vrijheid van vreedzame vergadering werden uitgebreid in herinnering gebracht. België schaarde zich ook achter de reactie van de internationale gemeenschap na de repressie tijdens de manifestatie ter ondersteuning van de heer Navalny. Wij kaarten de kwestie van de mensenrechten in Rusland, met inbegrip van het geval van de heer Navalny, systematisch aan in de multilaterale fora, zoals tijdens de zitting van de VN-raad voor de mensenrechten van september 2020.

Permettez-moi également de revenir en détail sur l'impact de l'affaire Navalny sur les relations entre la Russie et l'Europe. Dès le Conseil des Affaires étrangères du 25 janvier, certains États membres souhaitaient recourir à des sanctions dans le cadre du nouveau régime horizontal des droits de l'homme ou exercer une forme de rétorsion diplomatique via le report de la visite du représentant Josep Borrell à Moscou.

Selon le groupe, ces propositions auraient compliqué le mandat que le haut représentant Borrell avait reçu en octobre 2020 en vue d'explorer les pistes d'engagement avec la Russie dans le respect des principes directeurs définis par l'Union européenne vis-à-vis de Moscou.

Prendre des décisions sans avoir eu au moins une tentative de dialogue sur le sujet avec le gouvernement russe aurait été contre-productif. C'est dans cette optique que le haut représentant s'est rendu à Moscou. Sa visite avait pour but de permettre un contact direct à haut niveau afin de pouvoir agir de la manière la plus stratégique possible, compte tenu de nos intérêts communs.

Het gesprek van Josep Borrell met minister van Buitenlandse Zaken Sergey Lavrov verliep heel moeilijk en heeft de confrontatiekoers die Rusland wenst aan te houden tegenover de EU, bevestigd.

De Hoge Vertegenwoordiger wilde op die manier duidelijke boodschappen overbrengen aan Rusland en tegelijkertijd aangeven over welke onderwerpen nog een constructieve dialoog kan worden gevoerd. Zijn bezoek bood de gelegenheid om de zaak van de heer Navalny en de mensenrechten in Rusland te bespreken, maar ook om een openhartige dialoog te voeren met een land dat een belangrijke buur van de EU blijft. Daarnaast had de Hoge Vertegenwoordiger een ontmoeting met leden van het team van Alexei Navalny en met vertegenwoordigers van het maatschappelijke middenveld.

Het is van belang dat de Hoge Vertegenwoordiger bij de uitvoering van het buitenlands beleid van de Europese Unie over een zekere mate van autonomie blijft beschikken. Ons land behoudt het vertrouwen in de rol en de autonomie van de HV als woordvoerder van de EU, ook als de dialoog moeizaam verloopt. De noodzaak van een dialoog met Moskou staat niet ter discussie, ook als Rusland momenteel niet geïnteresseerd is in het aanhalen van de banden met de EU. De Europeanen moeten het eens worden over een samenhangend antwoord op de recente Russische provocatie en Rusland herinneren aan zijn internationale verplichtingen op het gebied van de mensenrechten.

Vanuit die optiek maakt de goedkeuring van sancties deel uit van de discussie. Het is een waarborg voor de geloofwaardigheid van Europa en een instrument om verandering in het Russische gedrag te bewerkstelligen. Er bestaan al drie sanctieregelingen die specifiek betrekking hebben op Rusland en verband houden met de situatie in Oekraïne. Daarnaast zijn er individuele sancties op basis van andere sanctieregimes, namelijk het horizontale regime tegen chemische wapens, waarbij de oplijsting van personen en entiteiten verbonden is aan de zaken Skripal en Navalny en, last but not least, het horizontale sanctieregime voor cyberaanvallen dat werd gebruikt na de hacking van het Duitse parlement.

Lors du Conseil des Affaires étrangères du 22 février, j'ai souligné que, par principe, les sanctions ne sont pas une fin en soi mais un outil qui se doit d'être crédible et efficace si l'on souhaite obtenir l'effet escompté. Un accord politique s'est dégagé pour l'adoption de sanctions sur la base du régime horizontal des droits humains. Des positions et propositions spécifiques de personnes à sanctionner ont été étudiées afin d'assurer la solidité juridique et la pertinence politique de la décision. Comme vous l'avez vu dans la presse, leur adoption officielle est à présent finalisée. Elle concerne quatre responsables du système judiciaire et pénitentiaire russe.

On me pose la question de savoir si c'est assez. Vous voyez que l'on a déjà, dans plusieurs dispositifs, pris des sanctions contre la Russie. Est-ce assez? L'avenir nous le dira. La réalité, c'est que nous devons continuer non seulement à affirmer nos valeurs et ce qui ne va pas, mais c'est aussi poursuivre le dialogue. Je peux vous dire qu'à l'annonce des sanctions contre ces quatre responsables du système pénitentiaire et judiciaire russe, nous avons déjà eu une réaction négative de la Russie.

En parallèle, il a aussi été décidé que l'UE poursuivra son engagement à l'égard de l'ensemble de la société civile russe et la défense des droits humains en évitant de focaliser le débat sur un opposant en particulier. Nous devons continuer et renforcer notre engagement avec la société civile russe.

Le Conseil des Affaires étrangères du 22 février a également été l'occasion d'aborder cette question avec le nouveau secrétaire d'État, Antony Blinken. Il a confirmé la position américaine exigeant la libération de Navalny. Les États-Unis accueillent favorablement l'adoption de nouvelles sanctions européennes et sont disposés à collaborer avec l'Europe sur ce dossier.

En ce qui concerne les contacts directs avec l'entourage de M. Navalny et sa fondation, je peux vous apporter les précisions suivantes: sur initiative de la Pologne, les ambassadeurs de l'UE au COPS dont le représentant belge ont pu s'entretenir avec la Fondation Navalny le 8 février. Une nouvelle rencontre a eu lieu avec quelques collaborateurs d'Alexeï Navalny à Bruxelles sur invitation de mon collègue lituanien, le 22 février dernier. Sur le plan bilatéral,

mes services ont eu un entretien avec l'ambassadeur de Russie en Belgique le 17 février afin de faire part de nos inquiétudes.

Le 5 février, la Belgique a condamné, tout comme nos partenaires européens, l'expulsion des trois diplomates (suédois, allemand et polonais) de Russie qui ne faisaient que leur travail diplomatique habituel. Nos relations bilatérales avec la Russie restent bonnes, mais je n'envisage pas en effet de déplacement à Moscou pour le moment.

Certains d'entre vous ont abordé des points plus spécifiques dans leurs questions écrites, notamment celle de notre position quant au projet Nord Stream 2.

Il s'agit d'un projet principalement germano-russe. Le gaz consommé par la Belgique provient de Russie à concurrence de 3 %. Aucune entreprise belge ne fait partie du consortium Nord Stream 2. La Belgique n'entend pas prendre d'initiative sur ce dossier, même si nous restons attentifs à son évolution.

L'Union européenne reconnaît les différentes positions des États membres. La Commission s'assure que la construction de ce gazoduc respecte les lois européennes en vigueur, notamment la directive de 2019 sur le marché intérieur du gaz naturel, tout en estimant que ce projet ne contribue pas aux objectifs de diversification et de sécurisation de l'approvisionnement énergétique européen.

Voor de vraag over het witwassen van geld in Europa nodig ik u uit om u te wenden tot de minister van Financiën, die in een betere positie is om hierop te antwoorden.

Ten slotte was er de vraag of er tussen de Europese Unie en Rusland een vaccinakkoord kan worden gesloten, wat de voorwaarden zijn en wat de EU-houding is ten opzichte van de vaccindiplomatatie van Rusland en China.

De Europese vaccinstrategie werd door de staatshoofden en regeringsleiders besproken op de informele Europese Raad van 25 en 26 januari. Ik verwijs dan ook graag naar eerste minister De Croo voor een toelichting bij de conclusies van de Europese Raad, maar ik veronderstel dat hij dat tijdens de vergadering van gisteren al heeft gedaan.

Wat ik er evenwel graag aan toevoeg, is dat het aantal geleverde vaccins aan derde landen, zowel wat Sinopharm als Spoetnik V betreft, laag ligt. Voor Servië bijvoorbeeld, een EU-toetredingskandidaat en een buurland van de EU, betrof het op 17 februari amper 2.000 doses Spoetnik V. De levering van medische goederen, waaraan in de media veel ruchtbaarheid is gegeven, is inderdaad bedoeld om de invloedssfeer van Rusland en China te vergroten. Wij moeten ter zake alert blijven.

Tot slot herinner ik eraan dat Rusland voor ons een centrale bekommernis blijft, zowel wat zijn interne ontwikkelingen als zijn optreden op het internationale toneel betreft. Wij moeten ook onze belangen ten opzichte van Rusland verdedigen, zowel bilateraal als op Europees niveau. Over de betrekkingen tussen Europa en Rusland wordt momenteel op Europees niveau nagedacht. Het is de bedoeling dat dat thema tijdens de Europese Raad van maart wordt besproken.